



# L'HIRONDELLE

QUOTIDIEN INDEPENDANT D'INFORMATION GENERALE  
Directeur de Publication et de Rédaction : Judes ZOSSE (Le Grand) Tél. (236) 75.04.49.45

N°3649 du vendredi 13 Novembre 2015  
Prix : 300 Fcfa

## Joseph Yakété, candidat à la prochaine présidentielle pour un « vrai changement »

### *RCA : Bindoumi tue le sommeil au Km5*

Réhabilitation des FACA : Joseph Bindoumi face aux Conseillers nationaux

EISA lance la formation des Observateurs de long terme des élections

### Viendra ou ne viendra pas ?

Jean Yves Le Drian me conseille d'aller à Bangui. Faut-il y aller ou non ? J'ai encore 16 jours pour décider.



L'Hirondelle désormais sur <http://hirondellerca.wordpress.com>

### « La FACA doit absolument être reformée avant d'être opérationnelle » dixit Parfait Onanga-Anyanga

## SOMMAIRE

- \* RCA : Bindoumi tue le sommeil au Km5 : .....Page 2
- \* Réhabilitation des FACA : Joseph Bindoumi face aux Conseillers nationaux .....Page 3
- \* Joseph Yakété, candidat à la prochaine présidentielle pour un « vrai changement » .....Page 4
- \* Dhaffane regrette les propos de Joseph Bindoumi et appelle les Séléka à plus de patriotisme : .....Page 5
- \* « La FACA doit absolument être reformée avant d'être opérationnelle » dit Parfait Onanga-Anyanga .....Page 6
- \* EISA lance la formation des Observateurs de long terme des élections .....Page 7
- \* La RCA classée 110<sup>ème</sup> du rang mondial et 34<sup>ème</sup> du continent africain .....Page 8

L'Hirondelle  
sans saison

## L'HIRONDELLE

BP : 1270 BANGUI /Tél (236) 75.04.49.45

Email : hirondelhrd@yahoo.fr

Siteblog : http://

hirondellerca.wordpress.com

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET  
DE REDACTION

**Judes ZOSSE (Le Grand)**  
(75.04.49.45)

REDACTEUR EN CHEF

**Sylvestre Krock (72.25.03.56)**

SECRETAIRE DE REDACTION

**Sylvestre Krock**

COORDONNATEUR EXTERIEUR

**Alfred SALAMATOU (72. 10. 94. 97)**

REDACTEURS

**Huguet Francis Mongombé**  
(75.73.89.89)

**Rémy Sérafégan (72.12.48.79)**

**Fred Krock (72.71.64.02)**

**Sylvestre Krock**

MAQUETTE & REALISATION

"TRYPHON PRODUCTION"

CARICATURISTE-INFOGRAPHE

**Jimmy Ndossi (75.57.59.79)**

RELATIONS COMMERCIALES

**Davy (75.03.12.59)**

COMPTABLE GESTIONNAIRE

**Théophile MBAYA (75.04.78.20)**

IMPRIMERIE

IMPRIMERIE L'HIRONDELLE

## FACE A NOTRE DESTIN

### RCA : Bindoumi tue le sommeil au Km5

**P**as un seul musulman du Km5, du moins les plus belliqueux n'a pu ovationner le nouveau ministre de la défense depuis la tribune du Conseil national de transition où il était interpellé le 11 novembre dernier. D'abord avant que Bindoumi ne sorte la patate chaude, l'opinion au Km5 souffrait déjà de la « mauvaise nouvelle » relative à la rétrocession des armes sous séquestre aux Forces armées centrafricaines. Des meetings, déclarations tapageuses et coups de gueule passionnés ont été enregistrés. Comme si cela ne suffisait pas. Le ministre de la défense se propose d'expérimenter une stratégie qui, aux yeux des habitants de Km5 serait, ni plus ni moins, le scénario catastrophe. Face au surarmement des terroristes du Km5 renforcé par la complicité tantôt active tantôt passive dont ils bénéficient et au regard du refus de réhabilitation immédiate de l'armée nationale, Joseph Bindoumi aurait, selon les musulmans de Km5, envisagé l'encercllement du Km5 autrement la stratégie de l'asphyxie à l'effet de susciter de la révolte interne, celle de la laborieuse population contre les extrémistes armés.

Cette déclaration n'a fait aucun heureux au Km5. Le général Mohamed Moussa Dhaffane est obligé de dire tout haut ce qui fait jaser au sein de cette communauté. Bindoumi aurait dû s'abstenir de dévoiler cette stratégie purement militaire. Néanmoins, lui-aussi, n'aurait dit haut que ce qui taraude déjà bien des esprits à Bangui. Une manière de comprendre que la stratégie de Bindoumi serait avant tout populaire.

Le choc de la communauté musulmane ne fera que susciter d'avantage de choix pour cette stratégie de l'étouffement qui se pratique d'ailleurs déjà par la population non musulmane depuis la montée terroriste de ces derniers mois. Bien des commerçants de vivres qui tentent d'approvisionner le Km5 sont réprimandés par la communauté exaspérée pour la poussée crininelle des extrémistes du troisième arrondissement qui alternent massacres des personnes, incendies systématiques de maisons d'habitations et pillages dans les quartiers riverains, c'est-à-dire chez leurs propres voisins, voire ceux qui ont toujours témoigné de la solidarité pour eux (Lakouanga par exemple).

En réalité, Bindoumi s'est innocemment constitué bouc-émissaire dans une stratégie qui fonctionne déjà de manière subreptice. D'ailleurs, Bindoumi n'a pas d'hommes moins encore l'autorisation de s'en servir en tant que ministre de la République. C'est peut-être une manière de séduire les conseillers nationaux qui l'accablaient déjà copieusement de critiques et commentaires acerbes. Pour desserrer l'étau, le ministre a lâché une proposition déjà spontanément opérationnelle. Pendant que la communauté musulmane porte le regard sur le membre du gouvernement, l'asphyxie a déjà duré plusieurs semaines et les conséquences sont dramatiques.

Voilà donc, une autre forme de la crise centrafricaine qui met en face deux communautés, l'une puissamment armée et tueur, tandis que l'autre détient l'arme de la nourriture vitale. Le fossé se creuse à nouveau de plus belle. De quoi amener les uns et les autres à une prise de conscience que dans cette guerre, il n'y a ni gagnant ni perdant et que c'est un peuple qui s'autodétruit.

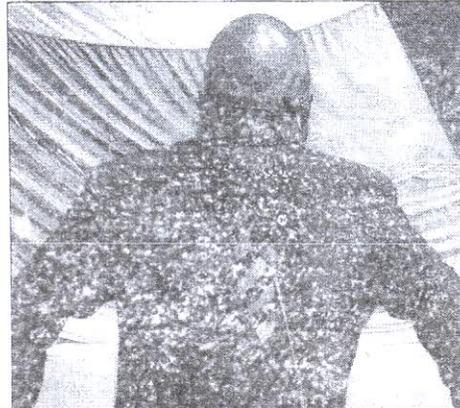
LHRD

## Réhabilitation des FACA : Joseph Bindoumi face aux Conseillers nationaux

*Comme annoncé mardi 3 novembre 2015 dans sa déclaration, le Conseil national de transition a interpellé les ministres de la Défense nationale et de la Sécurité publique, ce mercredi 11 novembre, pour donner des réponses précises au peuple centrafricain sur la réhabilitation des Forces armées centrafricaines (FACA). Débats tout naturellement houleux, mais pour permettre aux centrafricains de se rassurer de l'avenir de leur armée hypothéqué depuis le 24 mars 2013. En répondant aux Conseillers nationaux, Joseph Bindoumi a fait savoir que la sécurité, dans le contexte actuel, appelle à la mobilisation de tout le peuple centrafricain avec l'appui de la communauté internationale.*

L'escalade de violences depuis le 26 septembre jusqu'aujourd'hui en passant par le 26 octobre n'ont pu laisser indifférent le Conseil national de transition dans ses attributions de Représentant du peuple meurtri. C'est du moins la seule justification à donner aux séries d'actions que mène depuis un certain temps, les conseillers nationaux de transition en ce qui concerne la sécurité du peuple.

Après une réunion de crise formalisée dans une



Joseph Bindoumi

journée de concertation, mardi 3 novembre dernier à l'occasion de laquelle d'importantes actions ont été décidées, le CNT n'a laissé aucun champ libre au pouvoir exécutif de fournir des efforts supplémentaires pour assurer véritablement la sécurité du centrafricain. Entre autres actions décidées par le Parlement provisoire, une marche pacifique qui a eu lieu le 4 novembre sanctionnée par la remise d'un mémorandum au Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations unies en RCA et l'interpellation des Ministres en charge de la Défense nationale et de la Sécurité publique qui a eu lieu mercredi 11 novembre.

Tout naturellement, les préoccupations exprimées par les Conseillers nationaux de transition ont tourné autour de l'enjeu de la réhabilitation des FACA et de leur implication effective dans les opérations de sécurisation du peuple centrafricain et de son territoire national. Surtout que les centrafricains, y compris les Conseillers nationaux et le Chef de l'Etat de transition, voire la MINUSCA ont convenu sur l'« insuffisance » des forces internationales à restaurer à elles-seules, la paix et la sécurité dans le pays.

En clair, il s'agit pour les membres du gouvernement interpellés de répondre aux questions suivantes, lues par le conseiller Thierry Akoloza, Rapporteur général : « *Aujourd'hui, la Représentation Nationale voudrait savoir où en est-*

*on avec l'opérationnalité des Forces Armées Centrafricaines (FACA) suite aux instructions du Chef d'Etat, Chef Suprême des Armées ? Quant au Ministre de la Sécurité Publique, les Conseillers Nationaux aimeraient savoir si les Gendarmes et les Policiers sont-ils dans une posture de ramener la sécurité, au regard de la complexité de la situation sur le terrain ? Le Ministre de la Sécurité peut-il dire si la population Centrafricaine, sans la présence de l'Armée peut-on compter sur la Gendarmerie et la Police ? »*

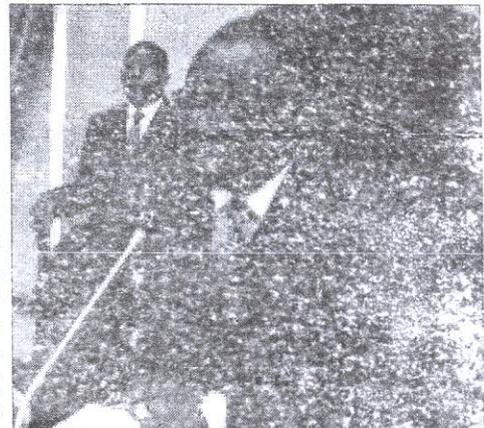
En réponse aux préoccupations des Conseillers nationaux, le Ministre de la Défense nationale a fait savoir que la réhabilitation est sur la bonne voie avec les efforts que son Département est en train de déployer. « *Depuis que j'ai pris mes fonctions, beaucoup de choses ont été faites.* » a déclaré le patron des FACA qui explique « *nous avons projeté nos forces sur la ville de Bangui et nous envisageons dans les heures et les jours qui viennent de les projeter dans l'arrière-pays. Aujourd'hui, nous nous sommes battus, pour la seule semaine de notre nouvelle fonction, pour que le Comité de sanctions puisse commencer à regarder du côté de la République centrafricaine. Pas plus tard qu'hier [mardi 10 novembre 2015], nous avons reçu un message de New York, nous levant partiellement l'embargo sur un certain nombre de matériels que nous avons demandés.* »

A en croire Joseph Bindoumi, plusieurs autres chantiers sont en cours pour que dans un bref délai, les autres aspects de l'embargo soient levés sur les moyens qui doivent être mis en œuvre pour permettre à l'Armée de rentrer dans son rôle de protection du peuple et du territoire centrafricain. Aussi, a-t-il ajouté, « *avec les débats que nous avons heureusement avec la communauté internationale, nous avons fini par trouver les définitions exactes pour que les incompréhensions autour de l'armée cessent.* »

Toutefois, le ministre de la Défense n'a pas manqué de faire part des difficultés à remettre sur pied les FACA. D'abord, une communauté internationale toujours réticente à l'idée de la réhabilitation des FACA : « *Quand on fait rentrer un dossier dans le Système des Nations unies, on sait comment cela entre ; mais on ne sait plus comment cela sort. Le mécanisme est assez difficile. Mais, quand on connaît les pions qu'il faut mettre pour arriver, ce que je suis en train de faire avec le concours des officiers généraux et les différents responsables de mon Département, pour que nous*

*arrivions à placer le bon pion au bon endroit.* » a fait savoir Joseph Bindoumi.

En plus, de l'avis du ministre de la Défense, le réarmement des FACA est une question très sensible qui doit éviter toute précipitation dangereuse, car dit-il « *nous risquons de tromper le peuple si nous disons que le déploiement de l'armée consiste à jeter des armes entre les mains des militaires et de leur dire d'aller tirer*



Alexandre Ferdinand Nguendet

*dans telle ou telle direction. Non ! »*

Qu'à cela ne tienne, Bindoumi a tenté de rassurer les Conseillers nationaux qu'il a une stratégie et une méthode d'approche en disant qu'il est en train de prendre langue avec tous les acteurs en vue d'éliminer les incompréhensions qui bloquent le réarmement des FACA. « *Je suis en chantier. J'ai été à Kassaï où j'ai rassemblé nos hommes à qui j'ai parlé. De l'écho que j'ai reçu d'eux, ils ont été sensibles. J'avais plus de deux mille (2 000) hommes en face de moi ce jour-là, ils sont prêts à servir la Nation. Je crois que c'est un élément très important. J'ai également rencontré la communauté internationale, toute catégorie confondue pour parler la situation de la République centrafricaine, des victimes que nous enregistrons et de ce que nous devons faire. J'ai parlé avec le Comité de sanction, puisque beaucoup se disent que ce sont eux qui nous empêchent de protéger notre population* », a-t-il dit.

Notons que mercredi dernier, lors de sa conférence de presse hebdomadaire, la MINUSCA a fait savoir que 170 armes sous séquestre demandées par le Chef de l'Etat de transition seront mises à la disposition des FACA. Est-ce un début sérieux du redéploiement des FACA ?

De Jasmin

## Joseph Yakété, candidat à la prochaine présidentielle pour un « vrai changement »

*La liste des prétendants à la magistrature suprême de l'Etat en RCA pour le compte de la prochaine élection présidentielle continue de s'allonger avec la déclaration, mercredi 11 novembre 2015, de M. Joseph Yakété. Le candidat a placé son combat sous le signe d'un « vrai changement » pour un Centrafrique développé et prospère où il fera beau vivre, malgré la situation actuelle.*

**L**e vrai changement. C'est du moins ce que le candidat à la prochaine présidentielle Joseph Yakété, qui n'est pas à confondre avec le défunt Lévy Yakité, a prôné pour se démarquer de la cinquantaine de candidats déjà annoncée pour cette élection. « *Beaucoup diront que "ce sont les mêmes discours ; nous avons déjà entendu cela". Mais, je veux dire ceci : l'heure n'est plus au mensonge au peuple centrafricain !*

*tions politiques, administratives, judiciaires ? Qu'avons-nous fait de notre armée ? Qu'est-ce que nous avons fait de nos populations qui ne demandent qu'à vivre en paix dans leurs villages ? »*

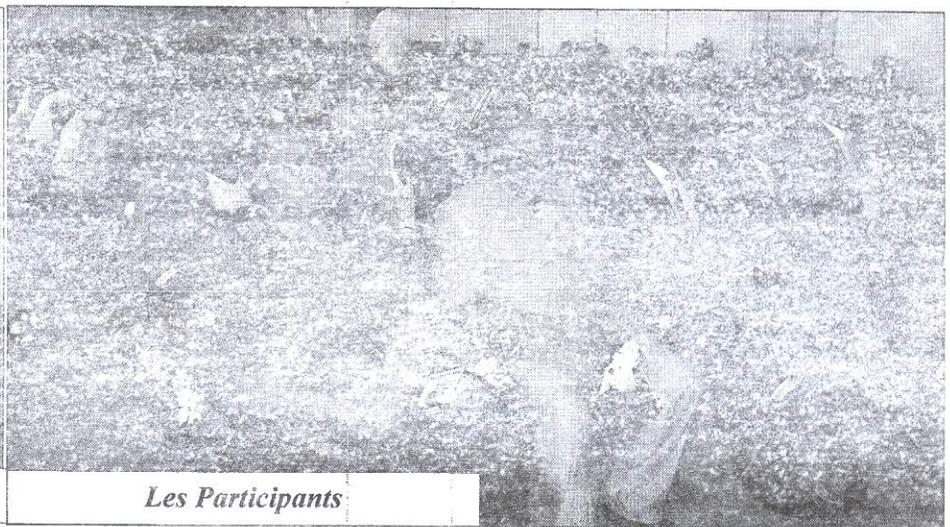
Tout naturellement, les réponses à ces questions légitimes donneront au peuple la précision dont le pays a besoin pour son plein épanouissement.

Qu'à cela ne tienne, de l'avis de Yakété, les

*tes intercommunautaires ; tout cela passe par la justice sociale et la solidarité nationale ; nous allons investir dans l'éducation nationale pour redonner aux jeunes leur place dans la société pour les faire participer, quelles que soient leurs origines sociales, leurs ethnies, leurs confessions religieuses sur la seule base de la compétence ; nous allons reconstruire avec nos partenaires privilégiés et la communauté inter-*



M. Joseph Yakété



Les Participants

*L'heure n'est plus à la répétition de ce qui a échoué dans le passé ! L'heure est aux idées nouvelles ; l'heure est aux hommes nouveaux ; l'heure est au changement, notamment le changement des habitudes et des pratiques au sommet de l'Etat centrafricain. Il faut une nouvelle génération d'hommes politiques centrafricains ; car, nulle part est écrit qu'il y a une génération sacrifiée »* a tenu à préciser au préalable Joseph Yakété.

Au fait, pour trouver les solutions adaptées à la situation que traverse la RCA depuis plusieurs décennies, le candidat Joseph Yakété donne un exercice au peuple centrafricain de se poser les questions suivantes : « *Qu'est-ce que nous avons fait de cette terre d'accueil de Zo kwé Zo ? Qu'avons-nous fait de ce pays aux nombreuses richesses naturelles répandues sur toute l'étendue du territoire national ? Qu'avons-nous fait de notre sous-sol riche en minerais, en pierres et en métaux précieux ? Qu'avons-nous fait de cette terre arable et fertile qui permettait une agriculture abondante ? Qu'est-ce que nous avons fait de nos forêts vierges aux essences précieuses tant convoitées par le monde entier ? Qu'est-ce que nous avons fait de notre Etat ? Qu'avons-nous fait de nos institu-*

*différents régimes qui se sont succédé se sont appuyés sur un système de contrôle tribal-familial des institutions de l'Etat. Cela ne pouvait pas s'accommoder d'un système de développement dans tous les secteurs de la vie nationale. En plus, l'inertie, l'indécision, le manque de planification ont abouti à une déliquescence des forces de défense et de sécurité, entraînant dans son sillage, les déséquilibres politiques, ethniques et confessionnels sur l'ensemble du pays.*

Devant cette situation, Joseph Yakété, en sa qualité de membre de l'Union de gauche centrafricaine pour la présidentielle (UGCP) - entité regroupant 16 partis politiques, a dévoilé en mi-mot, les grands chantiers qu'il projette de mettre en œuvre, une fois élu président de la République.

*« Nous allons tous ensemble rétablir dans ce pays, un Etat de droit ; nous allons réformer profondément les institutions politiques, administratives et judiciaires ; nous allons donner l'exemple de la bonne gouvernance et de la démocratie au sens moderne du terme ; nous allons donner un vrai élan à l'économie du pays et la relever sur les rails des grands échanges ; nous allons mettre fin aux inégalités économiques et sociales qui sont les causes des tensions permanen-*

*nationale, une armée centrafricaine digne de ce nom pour protéger le peuple et le territoire de façon durable ; nous allons investir en partenariat avec les pays amis dans la modernisation de l'agriculture afin de pouvoir améliorer la quantité et la qualité de nos produits et de les rendre compétitifs au niveau sous-régional et régional ; nous allons investir en partenariat avec les pays amis dans le transport et la communication. La liste des réformes est longue, il s'agit de rebâtir une Nation. »* a-t-il déclaré.

Pour Joseph Yakété, les centrafricains n'ont pas d'excuse devant l'histoire, si ce n'est de prendre courageusement leurs responsabilités respectives afin d'assurer leur destin commun. « *Aujourd'hui plus que jamais, nous nous devons de répondre de la manière la plus exacte, de la manière la plus honnête, de la manière la plus claire à toutes les interrogations soulevées ci-haut et d'y apporter des réponses adaptées dans la vérité pour le devenir de notre pays.* » a-t-il noté. Histoire pour Yakété, de mobiliser le peuple centrafricain autour des idées fortes incarnées par sa candidature.

*Naturelle STONE*

## Dhaffane regrette les propos de Joseph Bindoumi et appelle les Séléka à plus de patriotisme

Une première déclaration vient d'être enregistrée quant aux déclarations du nouveau Ministre de la Défense, Joseph Bindoumi au sujet de la réhabilitation des FACA. Il souhaite toutefois que cela se fasse dans le respect du principe du DDRR et dans un cadre politique plus approprié...

UNITE - DIGNITE - TRAVAIL  
\*\*\*\*\*

### Séléka Rénovée pour la Paix et la Justice UN Pays - UN Peuple - UN Dieu

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N° 06/10/15

Relatif au processus électoral et les groupes armés acquis au processus de paix

La Séléka Rénovée - Paix et Justice constate avec regret et amertume que tous les groupes armés dont l'implication au processus de paix et de réconciliation ne fait plus aucun doute, sont écartés du processus électoral malgré leur bonne volonté affichée. Cette attitude démontre très clairement l'intention de certains acteurs à préparer un nouveau chaos dont le pays, pour résoudre les problèmes de discrimination et de développement économique, peut s'en passer. Qui tire sur les ficelles ?

La Séléka Rénovée - Paix et Justice au regard de ce qui précède, appelle vivement tous les groupes armés acquis au processus de paix à s'engager mutuellement à défendre leurs intérêts communs à savoir :

- Leur implication effective dans le processus électoral dont ils sont manifestement exclus,
- Leur implication dans la réforme du secteur de sécurité en respectant leur compétence,
- La facilitation de leur transformation politique pour ceux qui en font la demande, et
- L'intégration de leurs ex combattants éligibles dans les corps ou uniformes de l'Etat (DDRR)

La Séléka Rénovée - Paix et Justice rappelle avec force que toutes ces revendications sont juridiquement et politiquement conformes aux différents Accords signés lors des assises des deux principaux forums de sortie de crise tenus à Brazzaville et à Bangui entre les groupes armés, le Gouvernement centrafricain et la Communauté internationale à travers les Nations Unies, la CEEAC et la Médiation internationale conduite par la République du Congo.

La Séléka Rénovée - Paix et Justice, appelle particulièrement toutes les tendances de l'Ex-Coalition Séléka de dépasser les petites divergences et de se réorganiser sous l'égide d'un leader politique avisé afin d'entrer dans leurs droits et de contribuer au retour de la paix pour permettre à tous les compatriotes de vivre en harmonie sur toute l'étendue du Territoire national. Ceci devra se faire, non en opposition à la transition politique mais en vecteur de paix et du droit des citoyens.

La Séléka Rénovée - Paix et Justice appelle la Communauté internationale à faire respecter ces engagements pris lors de la signature des Accords ci-dessus cités dont elle est témoins. C'est ainsi que nous aurons tous la possibilité d'aller librement aux élections dans la sérénité et la transparence au mieux de l'intérêt du Peuple centrafricain.

Fait à Bangui, le 29 octobre 2015

LE PRESIDENT,  
Général Mohamed-Moussa DHAFFANE,  
Chef de Délégation au Forum de Brazzaville,  
Signataire de l'Accord de Brazzaville,  
Ancien Ministre d'Etat

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N° 07/11/15

Relatif aux propos du Ministre de la Défense lors de son interpellation devant le CNT

La Séléka Rénovée - Paix et Justice a suivi avec beaucoup d'intérêt les propos du Ministre de la Défense lors de son interpellation devant le Conseil National de Transition ce jour 11 novembre 2015. Elle a noté que le Ministre de la Défense veut réarmer les FACA en comprenant par là la réhabilitation des armes stockées dans les sites de cantonnement des ex combattants de la Séléka et que l'armement du tonS est le résultat d'une planification visant à pousser les habitants des zones de la révolte et du massacre. SOTT!

La Séléka Rénovée - Paix et Justice, tout en continuant de croire que la volonté du retour à la paix et de sécurité est une nécessité de paix et de réconciliation, informe l'opinion publique nationale et internationale que ses armes ne seront volontairement remises que conformément au processus DDRR, dans un cadre politique approprié, où la sécurité des Centrafricains ne sera plus sélective, où les autorités cesseront de stigmatiser certaines franges de la population par des propos incendiaires et xénophobes.

La Séléka Rénovée - Paix et Justice appelle tous les compatriotes, musulmans et chrétiens, à la tolérance, la paix et la réconciliation pour le bien-être de tous et le développement économique du pays.

Fait à Bangui, le 11 novembre 2015

LE PRESIDENT,  
Général Mohamed-Moussa DHAFFANE

Général Mohamed-Moussa DHAFFANE,  
Chef de Délégation au Forum de Brazzaville,  
Signataire de l'Accord de Brazzaville,  
Ancien Ministre d'Etat

## « La FACA doit absolument être reformée avant d'être opérationnelle » dicit Parfait Onanga-Anyanga

*La Mission intégrée multidimensionnelle des Nations Unies en République centrafricaine (Minusca) «rendra justice» aux victimes des derniers abus sexuels, ne traitera pas avec les responsables du «drame centrafricain», y compris, les deux anciens chefs d'Etat (François Bozizé et Michel Djotodia) et s'emploiera à relever un grand défi, à savoir, la «restructuration du secteur sécuritaire» pour mettre en place une armée «représentative» et «ethniquement équilibrée» et ainsi asseoir une paix durable, certifie le nouveau chef de la Minusca, dans un entretien exclusif avec Anadolu. Pour lui également, «le plan macabre qui consistait à mettre un coup d'arrêt aux institutions de la transition a échoué» et la RCA va de l'avant sur la voie de la stabilisation. La preuve en est, les élections prévues fin 2015 et début 2016. Ci-dessous, l'essentiel d'un échange libre, à Bangui, avec Parfait Onanga-Anyanga, nommé à la tête de la mission onusienne, le 14 août dernier, en remplacement du Sénégalais Babacar Gaye, qui avait démissionné le 12 du même mois, à la suite des accusations de viols visant des Casques bleus en Centrafrique.*

**AA :** *Musulmans, Parlementaires, mais aussi la Présidente de transition (Catherine Samba-Panza) accusent la Minusca de laxisme face aux violences. Comment interprétez-vous ce ressentiment ?*

**POA :** Je comprends la frustration des uns et des autres, mais avant tout je veux exprimer ma solidarité, ma compassion, celle des Nations unies et de la Minusca en particulier, parce que nous sommes encore malheureusement les témoins de situations inacceptables. Il y a eu beaucoup trop de violences, de morts, de personnes déplacées et qui ont perdu leurs biens dans ce pays. Tout cela doit cesser.

Malgré les efforts colossaux que la Minusca et les forces internationales déploient sur le terrain, ceux qui ont décidé de causer le chaos dans le pays, même s'ils ont échoué, continuent d'infliger des souffrances inacceptables à beaucoup de personnes. Je pense que ce sont ceux-là qui doivent nous unir. C'est d'ailleurs la détermination de la Minusca de venir à bout de ces violences. Mais, nous ne pourrions le faire sans l'aide des Centrafricains. Nous sommes ici pour aider les Centrafricains et non pour les remplacer.

**AA :** *Depuis fin septembre, la situation ne cesse de se dégrader, sans que cela puisse être empêché par qui que ce soit. Certains se demandent donc ce que fait la Minusca en RCA? En quoi consiste exactement son rôle, si ce n'est mettre un terme à ces massacres ?*

**POA :** Les événements du 26 septembre dernier sont déplorables. Ils sont intervenus à un moment où le pays avait commencé à connaître une vraie accalmie.

Il est évident que le pays a fait des avancées remarquables, la transition tire à sa fin. D'ici quelques mois, le pays va entamer un processus électoral d'une importance capitale qui donnera lieu à l'élection de nouvelles autorités issues de la légitimité populaire. Il se trouve que dans la feuille de route que les centrafricains ont décidé, un certain nombre d'acteurs politiques nationaux importants qui sont à l'intérieur ou à l'extérieur du pays n'auront pas le droit au chapitre.

Ces personnes n'auront, donc pas leur compte dans ce qui est en train de se produire sous leurs yeux, car ce sera l'expression de deux millions de Centrafricains qui se sont rués vers les listes électorales pour décider du choix de leurs pro-



chains responsables politiques.

On comprend alors que tous les efforts que nous sommes en train de mener sont menacés ; mais ils sont loin d'être remis en cause. Donc, autant nous déplorons ce qui s'est passé le 26 septembre dernier, mais autant nous devons regarder les efforts qui ont été faits. Si on compare la situation de fin septembre avec ce qui se passe aujourd'hui, nous réaliserons, malgré les impressions, que l'on n'est pas au même niveau. La violence a effectivement diminué, mais elle est diffuse. Le plan macabre qui consistait à mettre un coup d'arrêt aux institutions de la transition a échoué malgré la capacité de nuisance dont se dotent les concernés.

Ce qu'il faut faire aujourd'hui c'est renforcer notre présence à Bangui. A Bangui, la Minusca qui était sous le commandement de la Police est passée sous celui de l'armée, afin de libérer les policiers pour qu'ils s'activent davantage aux activités de patrouilles et qu'ils fassent en sorte que nos forces armées déployées aux points statiques, face barrage à ces groupes assez engagés dans un plan inacceptable.

**AA :** *Insatisfaits des prestations de la Minusca, certains ont réclamé le réarmement des Forces armées centrafricaines «Faca». D'ailleurs, vous avez, récemment, reçu un mémorandum, de la part de Parlementaires, abondant dans ce sens. Pensez-vous*

*que la réhabilitation des Faca, donc la levée de l'embargo sur les armes, soit profitable au pays actuellement ?*

**POA :** Brièvement, non ! Pour expliquer, je dirais que les Nations unies n'ont jamais interdit à la RCA d'avoir une armée. Les sanctions qui pèsent sur le pays, en ce qui concerne le rôle des forces de défense intérieures de l'armée, ne sont pas une émanation des Nations unies. C'est d'abord le constat qui avait été établi par les Centrafricains eux-mêmes. Malheureusement, au cours de l'histoire récente, les Faca n'ont pas été une armée républicaine. Avant de la remettre en opération, il était absolument indispensable de la réformer.

Les Etats de la sous-région ont reçu ce message, l'Union africaine l'a repris et il a été consigné dans le document du Groupe international de contact sur la Centrafrique, puis réitéré dans la Résolution 2217, paragraphe 10 du Conseil de sécurité où il est clairement indiqué que le processus de la réforme du secteur de sécurité, en particulier de l'armée centrafricaine devrait prendre en compte que cette armée soit représentative, ethniquement équilibrée, mais surtout professionnelle avec un accent particulier sur le respect des droits de l'homme.

La difficulté qui se pose, c'est celle de la réforme du secteur de la sécurité dans le pays- une réfor-

(Suite page 7)

## EISA lance la formation des Observateurs de long terme des élections

L'Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA) a lancé officiellement le jeudi 12 novembre 2015, la formation des Observateurs nationaux dans le domaine du contrôle des activités électorales à long terme. La cérémonie de lancement s'est déroulée dans la salle de conférence du complexe sportif 20.000 Places. Ont pris part à cette formation une cinquantaine des membres des ONGs et activistes des droits de l'Homme.

La matière électorale et sa pratique sont toutes deux astucieuses et malicieuses en raison de l'environnement qui entoure les processus électoraux, des intérêts des parties en

nationaux. Eu égard aux contraintes dans la mise en œuvre du processus électoral en Centrafrique plusieurs formations ont été organisées sous la houlette de ladite institution, entre autres l'atelier de concertation des parties prenantes au processus

que, le but du présent atelier de formation est d'outiller les acteurs nationaux sur les thématiques touchant le contrôle des élections entre autres, le cadre juridique et institutionnel des élections, l'observation, électorale et les composantes qui com-



Florent Kabongo



Les participants

présence, de la gouvernance mise en œuvre par l'autorité habilitée à animer le processus électoral, surtout s'il s'agit d'élections post-conflit tel le cas de la République Centrafricaine. Dans le souci de mettre à la disposition des fils du pays des outils performants pour la tenue d'une élection libre et transparente crédible, l'Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA) s'est lancé dans le renforcement des capacités des acteurs

électoral en RCA. Le Coordonnateur national EISA Centrafrique M. Florent Kabongo dans son mot de circonstance a expliqué le mobil de cette formation. Selon ce dernier cette association EISA a été créée en Afrique du Sud pour assurer la gestion d'une élection démocratique dans les pays du tiers monde, car l'enjeu des élections crédible reste pour la plupart des pays africain un défi. Rappelons qu'en ce qui concerne les objectifs spécifi-

prend le cycle d'observation électorale, et le collecte et traitement des données de l'observation électorale, les rapports d'observation électorale. Signalons que ladite formation s'achèvera ce samedi.

Alfred Salamaïou

(Suite de la page 6)

me qui est d'ailleurs en cours et qui fera l'objet, du 17 au 19 novembre prochain, d'une table-ronde sous l'égide de la présidence du gouvernement de transition, représenté par le Premier ministre et de la Minusca ainsi que de l'ensemble des partenaires internationaux.

**AA : Mais, la Minusca qui devrait jouer un rôle primordial dans la stabilisation du pays et la tenue des échéances électorales à venir fait toujours face à un scandale qui a ébranlé ces derniers mois la RCA : les affaires d'abus sexuels à l'encontre de mineurs. Qu'en est-il de l'enquête aujourd'hui ?**

**POA :** Souiller le drapeau des Nations unies avec des actes de ce type est absolument inacceptable. Je l'ai annoncé haut et fort : tout acte de ce type sera dénoncé et puni avec la plus grande fermeté. Nous ferons tout pour protéger les victimes et leur rendre justice, en travaillant avec les autres institutions des Nations unies pour nous assurer que ces victimes puissent bénéficier de tous les soins et de toute l'attention qu'elles méritent. Toutes les personnes ayant dénoncé des faits de ce type auront la protection de l'organisation.

**AA : Deux chefs d'Etat dont les noms ont été associés au début de la guerre civile sont en**

**exil aujourd'hui. En RCA, les deux principales milices s'en réclament, respectivement, d'une façon ou d'une autre. Mêmes s'ils sont visés par des sanctions, les faire rencontrer autour d'une même table, sous votre égide, et les amener à signer une déclaration commune, serait un pas vers la réconciliation, non ?**

**POA :** Les personnalités que vous citez (Bozizé et Djotodia) sont des personnalités centrafricaines que je n'ai jamais rencontrées. Mais, je crois comprendre qu'il y a eu beaucoup d'efforts faits dans le passé. Leurs responsabilités en tant que centrafricains restent entières. Ils sont certainement, comme vous le dites, les responsables indirects des drames que nous vivons. Je trouve cela absolument inacceptable. Dans ces conditions, vous comprenez bien qu'il serait impossible à une institution comme la nôtre qui a vocation à promouvoir la paix et la stabilité de nous asseoir avec ces personnes.

Il est regrettable que certains individus continuent de croire qu'ils sont indispensables pour l'avenir de ce pays. Je veux plutôt voir, à travers l'engagement des Centrafricains à aller aux urnes, malgré toutes les difficultés, une volonté de tourner la page.

**AA : Prévoyez-vous un renforcement des Casques bleus pour assurer la sécurisation des élections prochaines ?**

**POA :** La question de la sécurisation des élections est une priorité de notre mission. Nous y travaillons d'arrache-pied avec les autorités de la transition. En ce qui nous concerne, des évaluations seront faites et nous allons estimer la nature des besoins supplémentaires que nous allons avoir pour sécuriser ces élections.

Je lance un appel à la Nation centrafricaine, pour aller voter, afin de réaliser un espoir immense. Les groupes armés qui ont signé des accords pour cesser les hostilités doivent s'engager dans un processus de désarmement pour rentrer dans un processus politique.

**AA : Qu'en sera-t-il de l'avenir des Casques Bleus après les élections et l'avènement d'un Gouvernement durable ?**

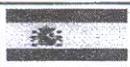
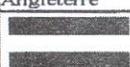
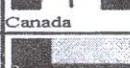
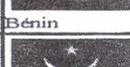
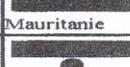
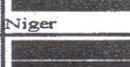
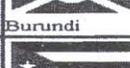
**POA :** Je partage d'abord avec vous cet optimisme que nous aurons bientôt des élections qui produiront une classe politique nouvelle, sortie des urnes et investie de l'ensemble du peuple centrafricain. Et, une fois que ces autorités sont en place, elles auront certainement en face d'elles, des responsabilités immenses, mais exaltantes.

Les Nations unies seront aux côtés des Centrafricains jusqu'à ce que les Centrafricains estimeront qu'ils n'en ont plus besoin.

Source : Anadolou

## La RCA classée 110<sup>ème</sup> du rang mondial et 34<sup>ème</sup> du continent africain

*Malgré l'échec des Fauves devant les malgaches le mois dernier en match comptant pour les éliminatoires de la coupe du monde, la République centrafricaine occupe désormais le 110ème rang dans le dernier classement de la Fédération internationale de football association et 34<sup>ème</sup> place au niveau du continent africain.*

1		0	BEL	1440(1439.61)	1387	2	725.08	725.08	778.13	389.07	718.22	215.47	549.95	109.99	UEFA
2		0	GER	1388(1388.40)	1401	0	549.20	549.20	1038.02	519.01	566.64	169.99	751.00	150.20	UEFA
3		0	ARG	1383(1382.85)	1419	-2	571.17	571.17	949.24	474.62	583.64	175.09	809.86	161.97	CONM EBOL
4		0	POR	1364(1364.30)	1235	0	771.75	771.75	662.42	331.21	440.74	132.22	645.58	129.12	UEFA
5		0	CHI	1288(1288.47)	1177	4	754.19	754.19	539.82	269.91	631.58	189.47	374.51	74.90	CONM EBOL
6		0	ESP	1287(1286.53)	1223	0	718.10	718.10	395.19	197.59	726.83	218.05	763.94	152.79	UEFA
7		0	COL	1233(1232.89)	1228	-2	500.95	500.95	790.30	395.15	636.15	190.85	729.69	145.94	CONM EBOL
8		0	BRA	1208(1207.69)	1204	-1	542.21	542.21	799.92	399.96	624.11	187.23	391.47	78.29	CONM EBOL
9		0	ENG	1179(1179.12)	1161	1	713.69	713.69	392.41	196.20	496.41	148.92	601.57	120.31	UEFA
10		0	AUT	1130(1130.49)	1100	1	710.88	710.88	522.10	261.05	361.75	108.53	250.13	50.03	UEFA
100		0	NCA	341(340.97)	360	-5	292.29	292.29	0.00	0.00	49.72	14.92	168.78	33.76	CONCA CAF
101		0	SKN	340(339.63)	303	11	210.38	210.38	188.28	94.14	0.00	0.00	175.56	35.11	CONCA CAF
102		0	CAN	335(334.93)	333	2	214.90	214.90	84.60	42.30	58.82	17.65	300.40	60.08	CONCA CAF
103		0	BEN	333(332.58)	341	-3	123.25	123.25	191.44	95.72	165.12	49.54	320.35	64.07	CAF
104		0	MTN	328(328.10)	379	15	222.53	222.53	117.16	58.58	156.64	46.99	0.00	0.00	CAF
105		0	NIG	327(327.44)	287	15	203.00	203.00	112.70	56.35	89.53	26.86	206.17	41.23	CAF
105		0	BOT	327(326.64)	305	6	170.18	170.18	160.85	80.43	200.45	60.13	79.50	15.90	CAF
107		0	BDI	321(320.61)	302	6	200.08	200.08	90.81	45.41	139.07	41.72	167.02	33.40	CAF
108		0	CUB	312(312.02)	294	9	169.15	169.15	26.10	13.05	401.72	120.52	46.51	9.30	CONCA CAF
109		0	ZIM	305(304.74)	313	0	158.95	158.95	153.96	76.98	119.85	35.95	164.32	32.86	CAF
110		0	CTA	302(302.41)	271	16	203.15	203.15	21.50	10.75	0.00	0.00	442.54	88.51	CAF